

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU MORBIHAN

Réglementation de la circulation RD 104

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Arrêté n° SE2432828AT

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de la route ;

Vu le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;

Vu la demande présentée le 18/03/2024 par COLAS FRANCE;

Vu l'avis de M. le maire de THEIX-NOYALO;

Vu l'avis de M. le maire de VANNES;

Vu l'avis de la DIRO;

Considérant que pour des raisons de sécurité, il importe de réglementer la circulation des véhicules sur la route départementale 104, sur la commune de THEIX-NOYALO, pendant la durée des travaux exécutés pour . l'étanchéité sur l'ouvrage d'art de Toulbao et la Trédudais.

ARRÊTE

- ARTICLE 1:

Du 22 au 26 avril et du 29 au 30 avril 2024, du 02 au 03 mai et du 06 au 10 mai 2024, du 08 au 12 juillet et du 15 au 19 juillet 2024 <u>de jour comme de nuit</u>, le stationnement et la circulation des véhicules seront interdits sur le domaine public routier de la RD 104 du PR 3+100 au PR 7+038 côtés droit et gauche, sur la commune de THEIX-NOYALO au lieu-dit Toulbao et la Trédudais.

- ARTICLE 2:

Pendant la durée de l'interdiction, la circulation sera déviée comme suit : La circulation PL+VL sera déviée de jour comme de nuit de la manière suivante:

- Dans le sens Treffléan vers Vannes : par la RD 116, la RN 165 jusqu'à l'échangeur de ST Léonard , la rue Denis Papin , la rue Jean Guyomarc'h et la RD 104 où ils retrouvent un itinéraire normal
- Dans le sens Vannes vers Treffléan : même itinéraire en sens inverse .

Les véhicules lents seront déviés dans les 2 sens de circulation par la VC de Ténac , la route de la Madeleine jusqu'au giratoire de Pont-Malgouin et la RD 116 où ils retrouvent un itinéraire normal.

L'accès des services de secours et d'incendie ainsi que des riverains sera maintenu pendant la durée du chantier.

- ARTICLE 3:

La fourniture la mise en place et la maintenance de la signalisation règlementaire seront à la charge de l'entreprise.

Elle sera conforme aux principes énoncés dans les manuels du chef de chantier édités par le CEREMA.

La signalisation de déviation sera mise en place et maintenue par les services techniques départementaux, agence technique départementale de QUESTEMBERT.

- ARTICLE 4:

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier. Il fera l'objet d'une publication sur le site Internet du Département.

- ARTICLE 5:

L'entreprise, le maire de la commune de THEIX-NOYALO, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Vannes, le - 8 AVR. 2024

LE PRÉSIDENT DU DEPARTEMENT DU MORBIHAN

Pour le président du département du Morbihan et par délégation,

Le directeur des routes et de l'aménagement,

Xavier DOMANIECKI

INFORMATIONS IMPORTANTES.

<u>Délais et voies recours</u>: Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois yaut rejet implicite*).

<u>Durée de validité</u>: La présente autorisation est périmée si elle n'est pas mise en oeuvre dans le délai **d'un an** à compter de la date de délivrance. <u>Informatique et liberté</u>: Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre réglementaire suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communes, les communes, les communes, les communes d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie
- les services de la Direction Générale des Finances publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières. Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, modifiée, et au règlement général sur la protection des données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de St Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou cil56@morbihan.fr .

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés : 3, place Fontenoy -TSA 80715 -75334 Paris cedex ou sur www.cnil.fr

